

Revue de presse

Action BASF ELBEUF

17 novembre 2025

Des centaines de militants ont bloqué l'usine normande du géant agrochimique BASF pour dénoncer la production d'un pesticide interdit en Europe et exporté vers le Sud global. Ils dénoncent un « colonialisme chimique ».

« Ils ne voulaient pas qu'on voit, mais on a vu ! » se réjouit Marie, une Bretonne de 78 ans, habillée de son t-shirt flanqué du logo des Faucheurs volontaires. Avec une vingtaine d'autres militants du mouvement, elle vient de s'introduire sur le site classé Seveso seuil haut du géant de l'agrochimie BASF, à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, au sud de Rouen, pour y réaliser une « inspection citoyenne » des produits présents.

Cette « inspection » était l'objectif de l'action à laquelle se sont joints, lundi 17 novembre au matin, des centaines de militants d'organisations écologistes (Faucheurs volontaires, Soulèvements de la Terre, Extinction Rebellion), de la Confédération paysanne et des victimes des pesticides (Cancer colère, Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest).

Peu avant 8 heures, une marée de combinaisons blanches a déferlé sur l'entrée du site, où se trouvaient déjà quelques tracteurs qui y avaient placé des bottes de foin et déversé de la terre. Une fois la barrière entrouverte à la force des bras, les Faucheurs volontaires se sont dirigés vers le bâtiment 120. À l'intérieur, ils ont découvert des dizaines de cartons avec l'inscription : « Fipronil Technical, Régent técnico ».

Pas de doute. Il s'agissait bien du principe actif d'un insecticide commercialisé en enrobage de semences sous l'appellation « Régent » par le chimiste allemand BASF, pourtant interdit dans l'agriculture en France et dans le reste de l'Union européenne pour ses dégâts sur les abeilles.

« Je comprends leur action, l'enjeu est lourd », réagit un salarié présent dans le bâtiment de BASF. « Je vois bien les informations passer sur ces produits, et moi-même j'ai peur pour ma santé en travaillant ici, mais je ne peux pas mettre ma carrière en jeu », dit-il. Rapidement, les militants ont été malmenés par la police, jusqu'à être mis à terre pour certains.

Sollicitée par Reporterre, l'entreprise n'a pas répondu à nos questions concernant la découverte du stockage, ni sur la quantité de fipronil produit, stocké et expédié depuis le site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf.

En revanche, son service de communication annonce qu'une plainte « sera déposée prochainement »,

dénonçant « des intrusions, des dégradations de matériels, des comportements pouvant porter atteinte à la sécurité du site et des attitudes d'intimidation à l'égard des personnels », au cours de l'action. Les organisateurs de la mobilisation indiquent que deux participants ont déjà été placés en garde à vue.

En juin 2025, les Faucheurs volontaires avaient déjà identifié la présence d'un insecticide prohibé ...en France, le Fastac, sur un autre site de BASF près de Lyon. Une découverte qui avait conduit à une inspection des services de l'État.

Sur le site normand de BASF, d'où sortent annuellement 1 500 tonnes de produits phytosanitaires, ils doivent encore déterminer si la marchandise stockée était uniquement la substance active, le fipronil, ou bien le produit fini, le Régent. Une information qui s'avérera décisive, car la loi Egalim interdit depuis 2022 « la production, le stockage et la circulation en France de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives non approuvées en Europe ».

L'interdiction concerne donc le produit fini, et non la substance active. Une faille exploitée par les industriels pour expédier des substances interdites en dehors de l'Europe, en toute légalité, malgré leur dangerosité. Ainsi, BASF ne se cache pas de commercialiser du fipronil, principalement à destination des « marchés brésiliens (canne à sucre, soja), nord-américain (termite), japonais (riz) et européens » (sic), est-il indiqué sur son site internet.

Reboucher les « trous dans la raquette » de la loi « On n'a pas le droit de produire le gâteau, mais on peut produire la farine, le sucre et les œufs, c'est absurde », s'indigne Jean-Luc, faucheur volontaire de 73 ans et paysan retraité. Le 4 décembre, il sera reçu par des députés avec d'autres membres du collectif pour tenter de reboucher ces « trous dans la raquette » de la loi Egalim.

« On n'a pas le droit de produire le gâteau, mais on peut produire la farine, le sucre et les œufs, c'est absurde », dit Jean-Luc, faucheur volontaire et paysan à la retraite.

Si les usages agricoles du fipronil sont interdits, en raison du risque aigu pour les abeilles, il n'en reste pas moins présent dans de nombreux produits antiparasitaires pour les animaux de compagnie et dans des produits à usage domestique contre les infestations. L'Agence indépendante de protection de l'environnement des États-Unis le classe comme «

cancérogène possible ». Selon la fiche toxicologique produite par l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS), il est également « très toxique pour les organismes aquatiques ».

En juin 2025, sept associations ont déposé une plainte pénale contre BASF en raison des rejets massifs dans la Seine d'acide trifluoroacétique (TFA), un polluant éternel de la famille des per- et polyfluoroalkylées (PFAS), utilisé dans la fabrication du fipronil. L'entreprise a déclaré à la direction régionale de l'environnement de Normandie avoir rejeté 87 kg de polluants éternels directement dans le fleuve le 23 mai 2024, un record.

« On est ici parce qu'il faut couper le robinet de production des pesticides à la source », explique au mégaphone **Mélanie Popoff**, membre de l'Alliance santé planétaire. La médecin de santé scolaire rappelle le « consensus scientifique » autour de la nocivité des pesticides et des PFAS, et estime que « la loi est à la traîne par rapport à nos connaissances ».

« On voit dans nos cabinets de plus en plus de cas de cancers pédiatriques »
Son confrère, **Louis Adrien Delarue**, médecin généraliste en Charente, a lui aussi tenu à « sortir de sa réserve ». Il est représentant d'Alerte des médecins sur les pesticides, un collectif « né du constat qu'on voit dans nos cabinets de plus en plus de cas de cancers pédiatriques, de troubles du neurodéveloppement et d'infertilités ». Face à cette « épidémie liée aux facteurs environnementaux », il appelle à revoir la réglementation, notamment en prenant en compte les effets cocktails.

« Chaque particule de PFAS produite ici restera parmi nous des centaines voire des milliers d'années, jusque dans nos cellules pour détraquer le fonctionnement même de la vie », complète **Fleur Breteau**, du collectif Cancer Colère, qui qualifie l'entreprise de « fabrique de maladies ».

Les militants et victimes de maladies liées à l'exposition aux pesticides sont d'autant plus remontés que BASF met en avant sa production de composants contre le cancer. « Répandre des poisons puis soigner les maladies qu'ils provoquent, c'est un business indigne », réagit Fleur Breteau.

BASF n'est pas seulement dans le viseur pour les risques environnementaux et sanitaires liés à son activité en France. Selon les organisateurs de l'action, 4 500 plaintes ont été déposées dans le monde à l'encontre de BASF en raison de contaminations liées aux PFAS rejetés par le groupe. Alors que se déroule la COP30 à Belém, au Brésil,

l'action se veut donc également « internationaliste et décoloniale », insiste Béret [*], des Soulèvements de la Terre.

Au cours des prises de parole devant l'usine, la militante lit une lettre adressée par des mères brésiliennes de l'État de Ceará, au nord-est Brésil, qui luttent contre l'épandage de pesticides par drones : « Entendez-vous le cri qui viennent des communautés les premières touchées ? »

« Les pesticides les plus toxiques sont exportés depuis l'Europe vers le Sud Global, cela s'appelle du colonialisme chimique, dit **Morgane Ody**, coordinatrice générale du mouvement paysan international Via Campesina, représenté par une délégation à la COP30. Mais si ces produits sont dangereux pour nous, ils le sont aussi au Brésil, au Mali ou en Indonésie. »

Face à des autorités et des responsables politiques qu'ils estiment trop laxistes vis-à-vis des géants de l'agrochimie comme BASF, Benoît, porte-parole des Soulèvements de la Terre, prévient que les militants souhaitent « multiplier ces actions partout en France ». Il annonce qu'une carte des sites français de production et de stockage des pesticides sera bientôt diffusée.

Une usine normande de BASF bloquée par des manifestants : « Les premières victimes des pesticides, ce sont les agriculteurs »



A l'initiative du syndicat agricole Confédération paysanne et du collectif Les Soulèvements de la Terre, environ 300 personnes ont participé au rassemblement de protestation, lundi 17 novembre, devant l'usine du groupe agrochimique qui produit le fipronil, un insecticide interdit en France.

Par [Stéphane Mandard](#) (Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), envoyé spécial)

« Tueur de paysans, d'enfants et du vivant. » La banderole a été déployée, lundi 17 novembre, à l'entrée de l'usine BASF de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), près de Rouen. Au matin, environ 500 personnes selon les organisateurs – 300 selon la préfecture – revêtues de combinaisons blanches, parmi lesquelles des agriculteurs de la Confédération paysanne, avec leurs tracteurs, ont bloqué le site normand du géant allemand de l'agrochimie pour dire « stop à la production de pesticides », dénoncer « BASF exportateur de poison » et chanter à tue-tête : « L'agriculture, on veut en vivre, pas en mourir. »

« Il faut dépasser le clivage écolos-agriculteurs, explique Twim (qui n'a pas souhaité donner son nom), du collectif Les Soulèvements de la Terre, à l'origine de cette mobilisation sans précédent. Les premières victimes des pesticides, ce sont les agriculteurs. »

« Nous invitons paysans et habitants à poursuivre cette mobilisation, à converger vers les autres sites de production de pesticides et à interpeller les institutions complices de ce modèle destructeur et meurtrier, explique **Thomas Gibert**, de la Confédération paysanne. A la COP30, à Belem, les Etats prétendent lutter contre le changement climatique tout en favorisant les accords commerciaux comme celui entre l'Union européenne et le Mercosur [Marché commun du Sud], qui aggraveront encore la diffusion mondiale des pesticides. »

Export vers le Brésil ou l'Ukraine

Le site n'a pas été choisi au hasard. A Saint-Aubin-lès-Elbeuf, BASF continue à produire du fipronil, un insecticide dangereux pour les pollinisateurs, interdit en France depuis 2004, pour l'exporter dans des pays aux réglementations moins protectrices comme le Brésil ou l'Ukraine. Un commerce qualifié d'« odieux » par les Nations unies et banni par la France depuis 2022, mais qui perdure en raison d'une faille dans la législation. Une production également à l'origine d'une importante pollution autour de l'usine : des concentrations alarmantes de fipronil mais aussi d'acide trifluoroacétique (TFA), le plus petit des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), ont été mises en évidence dans les rejets aqueux de l'usine vers la Seine : jusqu'à 177 kilos de TFA par jour, un record.

Selon la direction de la communication du groupe BASF, l'usine « respecte les réglementations qui encadrent son activité ». Et les émissions de TFA auraient été réduites de « 85 % » depuis le début de l'année.

Avec six autres associations, le Comité de défense de l'environnement de Freneuse et boucles de Seine a déposé en juin une plainte auprès du procureur de Rouen pour « atteinte à l'environnement » et « mise en danger d'autrui ».

En juin, des militants du collectif Faucheuses et faucheurs volontaires d'OGM s'étaient introduits dans une autre usine du géant de l'agrochimie, à

Genay (Rhône). Ils ont révélé que la firme allemande produisait toujours, en toute illégalité, du Fastac, un pesticide très toxique pour les abeilles interdit en France depuis 2020.

Ce lundi matin, une soixantaine de personnes ont réussi à s'introduire dans un hangar de l'usine normande : « *Il y a du fipronil par palettes entières, des centaines de cartons.* » « *Assassins, assassins !* », scandent les manifestants au retour du petit groupe, encadrés par les forces de l'ordre. Une cinquantaine de manifestants ont été interpellés par la police, qui n'a pas hésité à charger et à utiliser des gaz lacrymogènes.

Michel Peyl, 75 ans, agriculteur à la retraite près de Rennes, est allongé sur le sol. Il a pris un coup de matraque dans les jambes : « *On est dans une boîte qui tue des gens. On s'est pris des pesticides toute notre vie et vous nous cognez dessus !* », hurle-t-il à un policier.

« Briser l'omerta dans le monde paysan »



A l'extérieur, devant la grille de l'usine, les prises de parole se succèdent au mégaphone. « *Nous sommes-là, paysans, salariés, riverains, victimes. Nous ne sommes pas des écoterroristes, nous voulons mettre fin à cette politique mortifère* », dit **Michel Besnard**, du Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest, en égrenant les maladies liées à l'exposition aux pesticides. A côté

de lui, **Gisèle Garreau**, 64 ans, éleveuse de chèvres en Bretagne, témoigne de sa situation – elle souffre de la maladie de Parkinson –, de son combat pour être reconnue victime des produits phytosanitaires et de la difficulté à « *briser l'omerta dans le monde paysan* ».

Des médecins ont aussi fait le déplacement à BASF. « *C'est notre rôle d'être à côté des victimes des pesticides. Les études s'accumulent, nous ne pouvons pas rester silencieux* », dit **Mélanie Popoff**, médecin spécialiste des perturbateurs endocriniens et cofondatrice de l'Alliance Santé planétaire. **Louis-Adrien Delarue** est médecin dans la Charente, un département touché par des cancers pédiatriques et responsable du collectif Alerte médicale sur les pesticides et les perturbateurs endocriniens (AMLP) : « *Il faut soutenir une vraie transition agroécologique, c'est le seul moyen de sortir de cette chimie qui tue, et faire barrage à des textes déniaistes comme la loi Duplomb.* »

Cette opération coup de poing en Normandie s'inscrit dans le prolongement de la mobilisation contre la loi Duplomb. Même si un débat devrait être organisé à l'Assemblée nationale dans les prochaines semaines, [le succès inédit de la pétition contre le texte](#), qui a recueilli plus de 2 millions de signataires, n'a pas empêché son vote ni sa promulgation.

« C'est une question de survie »

« *Le Conseil constitutionnel a certes censuré la loi sur la réintroduction de l'acétamipride [un néonicotinoïde interdit en France depuis 2022], il reste près de 300 substances actives potentiellement dangereuses pour la santé et l'environnement. On ne peut pas en rester là. Il faut stopper la production de pesticides et la pollution chimique*, explique **Fleur Breteau**, la fondatrice du collectif Cancer Colère. *On est face à une crise sanitaire majeure avec une explosion des cancers et des maladies chroniques et il ne se passe rien au niveau du gouvernement.* »

Le groupe BASF, qui déplore « *des intrusions, des dégradations de matériels, des comportements pouvant porter atteinte à la sécurité* » de son site classé Seveso seuil haut, annonce qu'il déposera plainte prochainement.

"Halte au colonialisme chimique": des manifestants bloquent l'usine BASF près de Rouen pour dénoncer les rejets de polluants éternels

Alexandre Simoes avec AFP

Des manifestants se rassemblent devant l'usine BASF à Saint-Aubin-lès-Elbeuf pour dénoncer le rejet de polluants éternels

Des manifestants se rassemblent devant l'usine BASF à Saint-Aubin-lès-Elbeuf pour dénoncer le rejet de polluants éternels - Lou Benoist / AFP

À Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), plusieurs centaines de manifestants ont bloqué l'usine BASF ce lundi 17 novembre. Ils dénoncent la production de pesticides ainsi que les rejets de polluants dits "éternels" dans l'environnement.

Plusieurs centaines de manifestants ont bloqué ce lundi 17 novembre au matin l'usine BASF de Saint-Aubin-lès-Elbeuf, près de Rouen (Seine-Maritime), pour dénoncer la production de pesticides et des rejets de polluants éternels dans l'environnement, a constaté un journaliste de l'AFP.

Entamé à l'aube, le blocage du site a été levé peu avant 13h, a constaté un journaliste de l'AFP. "L'action est levée", a confirmé à l'AFP le syndicat agricole Confédération paysanne, tout en regrettant "deux interpellations" parmi les militants.

Les organisateurs ont affirmé avoir réuni lundi matin environ 500 agriculteurs et citoyens devant le site BASF accusé de fabriquer des produits dangereux pour la santé. "Les premiers touchés, c'est les paysans, les paysannes et les salariés agricoles de ce système agrochimique", a déclaré Thomas Gibert de la Confédération paysanne qui co-organisait l'opération.

"Industrie criminelle des pesticides"

Sur leur compte Facebook, le syndicat a diffusé des images de l'action: plusieurs personnes, vêtues de combinaisons blanches, brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "BASF the cancer company", "Halte au colonialisme chimique" ou encore "BASF exportateur de poison".

"Ce lieu incarne les dérives et l'impunité persistantes de l'industrie criminelle des pesticides (...) Pour faire cesser cette situation ici et ailleurs, nous avons bloqué avec nos tracteurs l'entrée du site BASF de Saint-Aubin-lès-

Elbeuf et interrompu la production du site" peut-on lire dans le message publié sur le réseau social. Ils étaient encadrés par un important dispositif policier.

"Des intrusions et des dégradations" selon BASF

Arrivés vers 7h45 lundi matin, au moins une quinzaine de militants ont réussi à s'introduire dans l'enceinte de l'usine après avoir percé le grillage, tandis que sept tracteurs et des amas de terre interdisaient le passage à six poids lourds bloqués devant l'entrée, selon l'AFP.

"Des intrusions, des dégradations de matériels, des comportements pouvant porter atteinte à la sécurité du site et des attitudes d'intimidation à l'égard des personnels ont été constatés", a dénoncé la direction de BASF France.

Avec l'intervention des forces de l'ordre, "l'action a été rapidement contenue (...) Les personnes impliquées ont été appréhendées", a affirmé le groupe, annonçant son intention de déposer plainte.

Ce n'est pas la première fois que le site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf est pointé du doigt. En janvier, plusieurs associations avaient dénoncé l'impact du site sur l'environnement. Elles affirmaient que cette usine détenait le "record français, et de très loin, de rejets de TFA dans la Seine", un polluant éternel de la famille des PFAS.

Les PFAS, ces polluants éternels indétectables L'usine "respecte les réglementations", assure BASF, affirmant qu'un plan a permis "une réduction de 85% des émissions de TFA" depuis janvier.

Un "problème majeur de santé publique"

Plusieurs organisations, **le Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest (CSVPO), Cancer Colère, les Faucheurs volontaires et les Soulèvements de la Terre en lien avec la Confédération paysanne**, ont décrit cette opération comme une "inspection des stocks afin de récupérer des preuves supplémentaires de la fabrication et du stockage de pesticides interdits, notamment à base de Fipronil, exportés ensuite au Brésil", dans un communiqué.

"Cette usine produit en immense majorité des pesticides interdits en Europe pour l'exportation vers l'Amérique du Sud, c'est totalement illégitime", a affirmé Thomas Gibert, dénonçant la recherche de profits au détriment du bien commun et "l'indécence" d'entreprises qui, selon lui, "vont profiter aussi des accords de libre-échange comme le traité du Mercosur".

Alexandre Simoes avec AFP

Le site de BASF à Saint-Aubin-lès-Elbeuf a été investi par des manifestants et mis à l'arrêt

Par **Frédérique THULLIER**

Quelque 500 manifestants se sont regroupés devant le fabricant de pesticides BASF près de Rouen. Certains ont réussi à entrer sur le site Seveso. Deux personnes ont été interpellées. Plusieurs autres ont été blessées.

Une action surprise de grande ampleur a été menée sur le site de l'usine BASF à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, au sud de Rouen, ce lundi 17 novembre 2025. L'usine pointée pour ses rejets records de PFAS (polluants éternels) dans l'environnement est la cible de plusieurs centaines de manifestants venus de toute la France issus de la **Confédération paysanne, du Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'ouest, de Cancer Colère, des Faucheurs volontaires et des Soulèvements de la Terre**.

Dès 7 h 30, une cinquantaine de Faucheurs volontaires est entrée sur le site Seveso seuil haut. Trois grilles d'enceinte ont été descellées. Une dizaine de tracteurs a également déversé de la terre devant l'entrée pour empêcher les camions de pénétrer sur le site.

Production stoppée

« Plusieurs centaines de paysannes et paysans, et de victimes des pesticides, sont regroupées, indique Thomas Gibert, porte-parole national de La confédération paysanne, venu du Limousin. Des Faucheurs volontaires sont entrés pour dénoncer la fabrication de Fipronil. Les paysans et les salariés agricoles sont les premières victimes des pesticides. Ils ne sont pas responsables. C'est le système économique dans lequel nous sommes qui met les paysans du monde en compétition et oblige l'utilisation des pesticides. Il faut une régulation avec des prix minimums garantis pour qu'on puisse s'en passer. La solution n'est pas technique mais politique. »

Dès le début de la matinée, les salariés de BASF et d'Euroapi, l'usine mitoyenne, sont invités par leur direction à rentrer chez eux, à l'exception de ceux chargés de la sécurité des installations. La production est arrêtée.

Au fil de la matinée, les Faucheurs ressortent du site au compte-goutte sous les applaudissements. Parmi eux, Jean-Luc, venu de Rhône-Alpes.

« Ça a été chaud »

« On connaît BASF depuis longtemps, explique-t-il. Dans le Rhône, nous nous sommes bagarrés contre les pommes de terre transgéniques, puis contre le colza et le tournesol génétiquement modifiés. Nous avons mené des inspections citoyennes comme celle d'aujourd'hui à Saint-

Aubin. On savait où le Fipronil était stocké. On en a trouvé des quantités astronomiques. L'un des nôtres a été interpellé. Un autre a le poignet cassé. Ça a été chaud avec les CRS. » Les empoignades avec les forces de l'ordre ont fait plusieurs blessés : arcades sourcilières éclatées, ecchymoses... Deux manifestants ont été interpellés pour « outrage » et « rébellion » selon la préfecture de Seine-Maritime.

Vers 10 h, les représentants des différentes organisations prennent la parole. Ils dénoncent la production de substances toxiques interdites en Europe, dont la toxicité est avérée et qui sont exportées notamment au Brésil et en Argentine, des produits « tueurs de paysans, d'enfants et du vivant ». Ils pointent « une entreprise génocidaire », fustigent les rejets de PFAS en Seine...

Vers 10 h 30, subitement, la tension monte. Les forces de l'ordre ont repéré un homme près d'un camion-citerne stationné devant l'entrée de l'usine et décident de l'interpeller. Les manifestants s'interposent en nombre. Les CRS font usage d'une grenade de désencerclement et de plusieurs bombes lacrymogènes pour les disperser. Les invectives fusent. Les deux blocs se font face mais en restent là et la tension retombe rapidement. Les manifestants lèvent le camp vers 13 h. Une trentaine d'entre eux se rendent au commissariat de Rouen pour demander la libération des deux interpellés.

Une plainte de BASF

De son côté, BASF dénonce « des intrusions, des dégradations de matériels, des comportements pouvant porter atteinte à la sécurité du site et des attitudes d'intimidation à l'égard des personnels ».

« L'action a été rapidement contenue, sans impact pour l'intégrité des salariés ni pour la sécurité des unités sensibles. Les personnes impliquées ont été appréhendées », poursuit la direction du site. Elle affirme que son activité « respecte strictement la loi et la réglementation française » et « condamne fermement cette intrusion et toute action effectuée au mépris des règles évidentes de sécurité industrielle ». Elle annonce qu'« une plainte sera déposée prochainement ».

Un plan en cours

Sous la pression de la préfecture de la Seine-Maritime, BASF a dû entreprendre un plan de réduction de ses émissions de TFA, un polluant éternel dont elle détient le record national pour ses rejets dans l'environnement.

Contactée fin juin 2025, BASF indiquait qu'un « plan d'action de réduction des émissions de TFA [est] déployé depuis janvier 2025. » En plus d'une « amélioration des procédés », « des mesures de traitement des effluents par osmose inverse, technologie connue pour séparer efficacement le TFA », ont été mises en place. Avec pour résultat : « une réduction effective entre 80 et 90 % des émissions de TFA ».

« L'objectif de BASF est de tendre vers le zéro émission à terme. Nous avons déjà lancé un programme de R&D de recherche d'alternative au TFA qui devrait livrer ses premières conclusions en fin d'année 2025 », annonce l'entreprise.

Devant une usine de pesticides BASF, paysans, malades et médecins dénoncent « une guerre chimique »

À Saint-Aubin-lès-Elbeuf en Seine-Maritime, une action d'infiltration a été menée ce 17 novembre 2025, un flot de militants s'avance devant les grilles de l'usine BASF, une unité de production de pesticides à Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), classé Seveso « Seuil haut ». Des tracteurs sont garés en travers des accès. Des ballots de paille et des tas de fumier coupent la route. Des banderoles accusent le groupe chimique : « BASF tueurs de paysan·nes », « BASF exportateur de poison ».

Maxime Sirvins

Devant une usine de pesticides BASF, paysans, malades et médecins dénoncent « une guerre chimique »

Au petit matin, ce lundi 17 novembre 2025, un flot de militants s'avance devant les grilles de l'usine BASF, une unité de production de pesticides à Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), classé Seveso « Seuil haut ». Des tracteurs sont garés en travers des accès. Des ballots de paille et des tas de fumier coupent la route. Des banderoles accusent le groupe chimique : « BASF tueurs de paysan·nes », « BASF exportateur de poison ».

Selon les organisateurs, « plus de 500 paysannes et paysans, malades et soutiens » ont convergé vers l'usine de production pour tenter de « mettre le site à l'arrêt ». S'y retrouvent des Faucheurs et faucheuses volontaires d'OGM, la Confédération paysanne, des collectifs de victimes des pesticides, l'Alerte des médecins sur les pesticides, ainsi que des militants des Soulèvements de la Terre. Tous sont venus dénoncer ce qu'ils considèrent comme un symbole de « l'impunité de l'agrochimie ».

Un géant mondial de la chimie au cœur des critiques

BASF n'est pas n'importe quelle entreprise. Avec près de 112 000 employés et plus de 60 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2024, le groupe allemand est l'un des plus gros acteurs mondiaux de la chimie, présent dans 235 sites de production. En France, sa division agrochimique s'appuie sur trois usines, dont celle de Saint-Aubin-lès-Elbeuf.

Les collectifs rappellent qu'ici, « plus de 1 500 tonnes de pesticides » seraient produites chaque année. Les critiques sont majoritairement pointées vers la fabrication de fipronil, une substance insecticide interdite dans l'Union européenne pour les usages agricoles, du fait de sa toxicité notamment vis-à-vis des abeilles.

Un faucheur volontaire, vêtu d'une combinaison blanche, raconte la « visite » menée à l'intérieur. Une vingtaine de personnes ont pénétré dans l'enceinte pour une « inspection citoyenne » des stocks. Dès le début, la grille de l'entreprise est démontée pour laisser passer les militants qui font directement face aux grenades lacrymogènes de

quelques policiers déjà sur place. Les faucheurs forcent le passage et arrivent à rentrer dans un bâtiment sombre repéré à l'avance.

Devant les stocks de fipronil, les militants photographient toutes les étiquettes. Rapidement, la sécurité du site et des policiers arrivent et jettent les faucheurs au sol. Les journalistes sont aussi pris à partie par les forces de l'ordre. Après de longues minutes, tous les manifestants qui se sont élancés dans l'entreprise sont réunis pour se faire longuement contrôler.

Des rejets historiques de PFAS dans la Seine

« On a vu des grosses quantités de fipronil, assure-t-il. Ici, ils fabriquent la substance active, qui sert ensuite à produire des pesticides utilisés en enrobage de semences, alors que ces usages sont interdits depuis des années en France. » Pour lui, l'illégalité est double. Au regard de l'interdiction européenne, et au regard de la loi Égalim, applicable depuis 2022, qui proscriit l'exportation de produits phytosanitaires contenant des substances actives interdites dans l'Union européenne. « Si malgré ça on continue à en produire pour les envoyer au Brésil, je ne vois pas comment le gouvernement peut ne pas être complice », accuse-t-il.

Ces produits créent des dégâts humains et écologiques là-bas, puis ils nous reviennent dans l'assiette via les importations.

L'expression revient dans plusieurs prises de parole : « colonialisme chimique ». Les militants l'emploient pour désigner la production en France de pesticides bannis sur le territoire européen mais, selon eux, exportés majoritairement vers l'Amérique latine. « Ces produits créent des dégâts humains et écologiques là-bas, puis ils nous reviennent dans l'assiette via les importations, poursuit le faucheur. Avec un accord comme le Mercosur, ce serait encore plus facile. »

Si le fipronil cristallise la colère des paysans et des défenseurs de la santé et de l'environnement, la contestation vise aussi la pollution locale autour du site. Depuis deux ans, plusieurs enquêtes ont mis en évidence des rejets très importants de PFAS, ces « polluants éternels » qui s'accumulent dans l'environnement.

Des analyses publiées fin 2024 montrent que la production de fipronil s'accompagne de rejets massifs d'acide trifluoroacétique, un PFAS. Une campagne de mesures a mis en évidence, en mai 2024, une concentration record dans la Seine correspondant à 176 kg rejetés en une seule journée. Jusqu'à 87 kg par jour auraient ensuite été rejetés dans la Seine après traitement, selon ces mêmes données. D'après ces organisations, l'usine BASF serait aujourd'hui visée par environ 4 500 recours dans le monde pour des contaminations liées aux PFAS.

« On ne nous disait pas que c'était dangereux »

Sur le parking, devenu place de rassemblement, les témoignages de malades des pesticides se succèdent. Un agriculteur retraité, casquette vissée sur la tête, prend la parole. Il raconte la maladie professionnelle qui lui a été reconnue après un cancer. Dans sa petite commune rurale

de 500 habitants, il a « fait le tour » de ses collègues agriculteurs.

Dans les années 1990, le vendeur m'a affirmé qu'on pouvait boire du glyphosate sans danger.

« J'en ai trouvé presque 20 % qui sont malades, morts ou encore vivants mais avec un cancer, explique-t-il. C'est véritablement une épidémie. » Il se lamente de voir « ces produits toujours fabriqués », alors qu'« aujourd'hui, toutes les études montrent que ce sont des produits très dangereux ». Il rappelle qu'au début de sa carrière, dans les années 1970, personne ne parlait de risques : « Dans les années 1990, le vendeur m'a affirmé qu'on pouvait boire du glyphosate sans danger. Maintenant, on sait bien que ce n'est pas vrai. »

Un peu plus loin, Gisèle, 64 ans, ancienne paysanne en polyculture-élevage, se tient près d'une barrière de sécurité. Elle a longtemps utilisé de la roténone, un insecticide présenté comme « d'origine naturelle », pour ses prairies et l'alimentation de ses chèvres. « C'était un produit liquide qu'on mélangeait avec un autre à base d'huile essentielle de menthe, se souvient-elle. Ça sentait très bon. On ne nous disait pas que c'était dangereux. »

En 2019, elle dépose un dossier auprès de la Sécurité sociale pour faire reconnaître le lien entre sa maladie et ce produit. La reconnaissance en maladie professionnelle tombe trois ans plus tard. « La justice a reconnu le lien, mais derrière on a réduit mon taux d'incapacité sans justification claire, raconte-t-elle. On se retrouve à se battre en permanence. »

Si elle a fait plusieurs heures de route jusqu'à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, c'est pour que « la même mécanique ne se reproduise pas avec d'autres molécules ». « On fabrique du fipronil ici, on l'exporte au Brésil alors que sa dangerosité est connue. On n'a plus le droit de l'utiliser chez nous, mais on l'envoie ailleurs. Et avec les importations, ces produits nous reviennent de toute façon. Ça intoxique tout le monde. »

« Aujourd'hui, le cancer, ce n'est plus seulement une histoire individuelle »

Alors que des militants continuent de se faire fouiller par des CRS dans l'usine, les prises de paroles s'enchaînent. Une médecin de l'association Alerte des médecins sur les pesticides rappelle la genèse de ce collectif, né « en 2012 sur le constat, dans nos cabinets, de cancers pédiatriques de plus en plus galopants, de troubles du neurodéveloppement, d'infertilités et de cancers chez les travailleurs agricoles ».

La médecin fustige la récente loi Duplomb, qui a assoupli certains encadrements sur les pesticides, y voyant « un moment d'obscurantisme incroyable ». « Quand des élus affirment que les pesticides ne sont pas dangereux, c'est comme dire que l'amiante ne l'est pas et que la Terre est plate », lance-t-elle, en rappelant que « pour la première fois, vingt-deux sociétés savantes médicales se sont publiquement opposées » à ce texte.

La dimension internationale de la mobilisation est portée notamment par la Confédération paysanne et la Via Campesina, le mouvement paysan mondial. « On s'est

coordonnés avec des organisations paysannes et de santé au Brésil, explique une paysanne venue prendre la parole. L'idée, c'est que ce qui se passe ici résonne avec les mobilisations autour de la COP 30 à Belém. »

Je ne connais aucun paysan qui met un pesticide par plaisir. On le fait parce qu'on est enfermés dans un système libéral.

À ses yeux, l'usage massif de pesticides s'inscrit dans un système économique global. « Pour sortir de la crise climatique et de la destruction du vivant, il faut arrêter avec ces produits chimiques et la monoculture, dit-elle. Les paysans du monde sont capables de nourrir tout le monde avec l'agroécologie, mais il nous faut des terres, de l'eau, et des revenus décents. »

7,8 millions de personnes ont été hospitalisées en lien avec un cancer

Debout, en hauteur, une militante du collectif Cancer Colère rappelle le double positionnement de l'entreprise. « BASF produit des substances qui provoquent des cancers et, en même temps, des composants pour des médicaments anticancéreux. Répandre des poisons puis vendre les traitements, c'est un modèle indigne et antidémocratique. »

Elle cite des chiffres de l'Institut national du cancer : « En 2022, 7,8 millions de personnes ont été hospitalisées en lien avec un cancer. Tout le monde est concerné, tout le monde connaît un malade. Personne n'acceptera de tomber malade pour protéger la rentabilité d'une entreprise. La santé n'est pas une opinion, c'est un droit. »

Au milieu de cette colère, le discours de la Confédération paysanne revient sur les travailleurs. « Les premières victimes des pesticides, ce sont les paysans, les paysannes et les salariés agricoles », rappelle Thomas Gibert, porte-parole du syndicat. Il insiste sur l'absence de « responsabilité morale » des agriculteurs dans le recours aux produits phytosanitaires. « Je ne connais aucun paysan qui met un pesticide par plaisir. On le fait parce qu'on est enfermés dans un système libéral qui met les paysans du monde entier en concurrence, au détriment de notre santé et de celle de tout le monde. »

Sur le même sujet : « Le premier réflexe des agriculteurs est de considérer que leur maladie est de leur faute »

Au moment où les premiers tracteurs commencent à repartir, en fin de matinée, les organisateurs répètent leurs principales revendications : interdiction effective de la production et de l'exportation de substances actives interdites en Europe, réorientation des politiques publiques agricoles, accompagnement vers des pratiques agroécologiques, revenu digne pour les paysans et reconnaissance élargie des maladies professionnelles liées aux pesticides. « Les pesticides ça tue, ça pollue, on n'en veut plus ! »



« Leur chimie, notre chimio » : plus de 300 manifestants ont manifesté devant le site BASF près de Rouen

Guillaume LE DU.

Plus de 300 militants, notamment à l'appel de la Confédération paysanne, ont manifesté ce lundi matin, à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, contre l'agrochimiste, accusé d'y produire, pour l'exportation vers l'Amérique du Sud, du fipronil, un pesticide interdit en Europe.

Opération coup de poing hier matin à l'appel de la Confédération paysanne, du Collectif de soutien aux victimes de pesticides de l'Ouest, Cancer colère, Faucheurs volontaires et Soulèvements de la Terre, devant le site de production de produits phytosanitaires de BASF à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, près de Rouen (Seine-Maritime). |

Il est interdit d'utiliser cet insecticide dans les champs en Europe. Mais ça n'empêche pas le fipronil de continuer d'y être produit. C'est ce qu'auraient constaté des membres des militants de la cause environnementale, ce lundi 17 novembre, en s'introduisant dans l'usine BASF de Saint-Aubin-lès-Elbeuf, près de Rouen.

« Une inspection citoyenne », a indiqué **Thomas Gibert**, porte-parole national de la Confédération paysanne, une des cinq organisations avec le Collectif de soutien aux victimes de pesticides de l'Ouest, Cancer colère, Faucheurs volontaires et les Soulèvements de la Terre, à l'origine de cette action coup de poing. « Dans l'usine, nous avons trouvé des stocks de substances actives du fipronil destinés au marché export, principalement l'Amérique du Sud. Mais les biens alimentaires, traités avec ce pesticide interdit, sont ensuite autorisés en Europe dans le cadre d'accords de libre-échange. Comme le Mercosur... »

L'important dispositif policier déployé a mis fin, dès potron-minet, à l'intrusion des activistes qui avaient revêtu une combinaison blanche. Deux d'entre eux ont été arrêtés pour « outrage » et « rébellion », selon la préfecture de Seine-Maritime. « Des coups de matraque ont été donnés et des gaz lacrymogènes lancés », a regretté Thomas Gibert.

Regroupés devant les grilles de l'usine, plus de 300 manifestants (« 500 agriculteurs et citoyens » selon le comptage des organisateurs), aidés d'une dizaine de tracteurs, d'antiques Fiat ou Delfino 35 mais aussi des John Deere ou Case flambant neufs, ont bloqué les entrées et les sorties jusqu'à 12 h 30. Les manifestants avaient accroché des banderoles BASF exportateur de poison, Fipronil = mort, Leur chimie, notre chimio ... pour rappeler que les pesticides posent un « problème majeur de santé publique ».

Des rejets de polluants dans la Seine

Parmi les victimes présentes, **Gisèle Garreau**. L'agricultrice retraitée de 64 ans avait fait le déplacement depuis le centre Bretagne, pour témoigner des conséquences néfastes des pesticides : « J'ai arrêté de travailler à 57 ans à cause de la maladie de Parkinson provoquée par la roténone, un insecticide qu'on utilisait sans précaution particulière ». Sa demande de reconnaissance en maladie professionnelle a été acceptée mais elle conteste le taux d'indemnisation : « Je reçois 200 € par mois. »

Face aux sécheresses récurrentes, les politiques régionales de gestion de l'eau doivent-elles devenir plus contraignantes pour l'agriculture et l'industrie ? « Dans ma commune, quand ils ont épandu le prosulfocarbe (un herbicide), ça sentait à 900 mètres à la ronde », a témoigné Joris Soenen, assis sur son tracteur devant le site de BASF. « Cette pollution coûte 100 000 € à Biocer, ma coopérative, car ça pollue les cultures bio (tournesol, sarrasin) environnantes », a affirmé le céréalier et producteur de lait bio du Bec-Thomas (Eure).

Phytos : la Confédération paysanne bloque un site de BASF

Accompagné par cinq autres organisations dont les Faucheurs volontaires d'OGM et les Soulèvements de la Terre, la Confédération paysanne a indiqué bloquer le site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime) de BASF le 17 novembre 2025.

La Confédération paysanne, Faucheur volontaire d'OGM et quatre autres organisations (1) ont annoncé par communiqué le 17 novembre 2025 mettre à l'arrêt le site de production de produits phytosanitaires de BASF de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime).

(1) Les Soulèvements de la Terre, Soutien aux victimes des pesticides, Campesina, Cancer Colère.

« Nous sommes paysannes et paysans, victimes des pesticides, parents de victimes, riverains d'épandages de pesticides et de captages d'eau intoxiqués, scientifiques et soutiens. Nous sommes plus de 500 à nous rassembler pour mettre à l'arrêt » ce site, écrivent-elles. La Confédération paysanne a partagé plusieurs photos sur son compte X au cours de l'action.

Les organisations estiment que ce lieu « incarne les dérives et l'impunité persistantes de l'industrie criminelle des pesticides ». Elles citent : « la fabrication de substances hautement toxiques interdites en Europe, les rejets massifs de polluants éternels dans la Seine, l'augmentation des cas de cancers chez les riverains, et le lobbying brutal pour imposer un modèle agricole qui empoisonne les sols et les travailleurs et travailleuses de la terre ».

Le fipronil dans le viseur

Ces organisations indiquent avoir fait lors de cette action « une inspection des stocks afin de récupérer des preuves supplémentaires de la fabrication et du stockage de pesticides interdits, notamment à base de fipronil, exportés ensuite au Brésil ».

Raphaëlle Borget

(1) Les Soulèvements de la Terre, Soutien aux victimes des pesticides, Campesina, Cancer Colère.